

Investissements directs 2015

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Investissements directs 2015

16^e année

Table des matières

	Page
1 Aperçu des investissements directs en 2015	4
2 Investissements directs suisses à l'étranger	6
Flux d'investissements directs	6
Stocks d'investissements directs	8
Revenus de capitaux	10
3 Investissements directs étrangers en Suisse	12
Flux d'investissements directs	12
Stocks d'investissements directs	14
Revenus de capitaux	17
4 Données opérationnelles sur les filiales non résidentes d'entreprises résidentes	18
5 Données opérationnelles sur les filiales résidentes d'entreprises non résidentes	20
Effectifs	20
Nombre d'entreprises	21
6 Données opérationnelles sur les sociétés mères résidentes	22

INVESTISSEMENTS DIRECTS SUISSES À L'ÉTRANGER

En 2015, les entreprises domiciliées en Suisse (entreprises résidentes) ont investi 100 milliards de francs à l'étranger (en 2014, elles avaient rapatrié 1 milliard de francs). Les investissements directs suisses à l'étranger sont ainsi sensiblement supérieurs à la moyenne des dix dernières années. Ils ont été réalisés pour plus de la moitié (54 milliards de francs, contre 3 milliards en 2014) par les *sociétés financières et holdings*. Il n'est pas rare que les investissements directs de ce groupe de branches présentent des fluctuations importantes, souvent dues à des restructurations au sein de groupes, comme lors de l'exercice sous revue. Les entreprises du groupe de branches *Commerce* ont investi 27 milliards de francs à l'étranger, pour l'essentiel en accordant des crédits à leurs sociétés sœurs et à leurs filiales. Dans l'industrie, les investissements directs se sont élevés à 12 milliards de francs. Ils ont été principalement composés de bénéfices réinvestis par les entreprises résidentes dans leurs filiales non résidentes. En outre, les entreprises de ce secteur ont réalisé de vastes acquisitions à l'étranger, mais ces montants ont été compensés par des retraits de capitaux de leurs filiales pour des montants équivalents.

Les entreprises résidentes ont investi 77 milliards de francs dans des entreprises domiciliées en Europe. Les pays de destination ont été, comme l'année précédente, des pays de l'Union européenne (UE) hébergeant de nombreux holdings (Irlande, Pays-Bas et Luxembourg), mais également la France. Hors d'Europe, l'Asie a été la principale destination. Des investissements ont également été réalisés en Australie, en Amérique du Nord et en Afrique, tandis que des capitaux ont été retirés d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud.

Les stocks d'investissements directs à l'étranger ont augmenté de 47 milliards pour atteindre 1 121 milliards de francs (+4%)¹. Cette croissance résulte des flux d'investissements directs et de pertes de change enregistrées à la suite de la suppression du cours plancher par la Banque nationale. C'est le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* qui détient le stock d'investissements directs le plus élevé, à savoir 393 milliards de francs, suivi par le groupe de branches *Chimie et plastique*, avec 169 milliards.

¹ En termes de stocks détenus, la Suisse compte parmi les dix principaux investisseurs directs mondiaux (source: FMI, <http://cdsis.imf.org>).

Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger ont poursuivi leur progression, passant de 83 milliards à 92 milliards de francs. Cette évolution s'explique essentiellement par l'augmentation des revenus enregistrés dans les filiales non résidentes des *sociétés financières et holdings*. Dans l'industrie, les revenus de capitaux des filiales non résidentes se sont inscrits au niveau de l'année précédente.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN SUISSE

Les entreprises non résidentes ont investi 68 milliards de francs en Suisse (2014: 7 milliards), dont 44 milliards dans des *sociétés financières et holdings*. Elles ont réalisé des investissements à hauteur de 13 milliards de francs respectivement dans l'industrie et dans le groupe de branches *Commerce*. Pour ce dernier ainsi que pour les *sociétés financières et holdings*, une partie importante des flux est liée à des restructurations au sein de groupes, tandis que dans l'industrie, les acquisitions ont été déterminantes. Les investissements dans des entreprises résidentes ont été réalisés sous la forme de capitaux de participation et de bénéfices réinvestis. Dans le même temps, des désinvestissements ont été effectués, sous la forme de crédits accordés par des filiales résidentes à leur maison mère non résidente.

En 2015, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 62 milliards, s'établissant à 833 milliards de francs (+8%). Si l'on prend en compte le pays de l'investisseur immédiat, les investisseurs domiciliés dans l'UE détenaient 78% des stocks d'investissements directs, et ceux domiciliés aux Etats-Unis, 12%. Toutefois, ce critère de ventilation ne permet pas de connaître véritablement les pays d'origine des investisseurs qui contrôlent des entreprises domiciliées en Suisse. En effet, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse sont majoritairement détenus au moyen de sociétés intermédiaires, elles-mêmes contrôlées par des groupes établis dans des pays tiers. C'est pourquoi la Banque nationale suisse publie également les stocks d'investissements directs en Suisse selon le pays de l'investisseur ultime. Si l'on applique ce critère de ventilation, on constate que la part de l'UE ne s'élève plus qu'à 42%, tandis que celle des Etats-Unis atteint 37%.

Les revenus de capitaux découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 61 milliards de francs, contre 67 milliards l'année précédente. Ce recul est dû surtout à la baisse des revenus des *sociétés financières et holdings* ainsi que des *banques*.

DONNÉES OPÉRATIONNELLES SUR LES ENTREPRISES MULTINATIONALES

Les entreprises résidentes occupaient 2 015 000 personnes dans leurs filiales non résidentes, dont 853 000 en Europe (42%) et 538 000 en Asie (27%). Les effectifs employés ont progressé de 51 000 (+3%). Leur augmentation a été à peu près conforme à la moyenne des dix dernières années en Europe, supérieure en Amérique et en Afrique, et bien inférieure en Asie.

En 2015, les entreprises en mains étrangères employaient 457 000 personnes (–1 000 environ), soit quelque 9% de l'ensemble des effectifs de l'industrie et des services en Suisse. Ces personnes étaient employées par environ 11 600 entreprises en mains étrangères, soit un peu plus de 2% de l'ensemble des entreprises de l'industrie et des services². Parmi ces entreprises, 73% étaient contrôlées par des investisseurs domiciliés dans l'UE, dont 22% en Allemagne, de loin le principal pays d'origine.

2 Sources: Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz. (Etat 2014; total 527 000 entreprises).

Tableau 1

INVESTISSEMENTS DIRECTS 2015: APERÇU

	2014	2015
Investissements directs suisses à l'étranger		
Flux d'investissements directs en milliards de francs	–1,0	100,1
Stocks d'investissements directs en milliards de francs	1 073,6	1 120,8
Revenus de capitaux en milliards de francs	82,9	92,2
Investissements directs étrangers en Suisse		
Flux d'investissements directs en milliards de francs	7,4	67,8
Stocks d'investissements directs en milliards de francs	770,6	833,2
Revenus de capitaux en milliards de francs	66,6	61,4
Données opérationnelles sur les filiales non résidentes d'entreprises résidentes		
Effectifs en milliers de personnes	1 963,6	2 015,2
Données opérationnelles sur les filiales résidentes d'entreprises non résidentes¹		
Effectifs en milliers de personnes	458,1	456,6
Nombre d'entreprises en Suisse	11 576	11 632

1 Y compris les entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait qu'elles n'atteignent pas le seuil déterminant pour la participation aux enquêtes dans ce domaine.

Source: BNS.

DISPONIBILITÉ ET RÉVISIONS DES DONNÉES

Des tableaux détaillés sur les investissements directs et les données opérationnelles des entreprises multinationales sont présentés sur le portail de données de la Banque nationale suisse (<https://data.snb.ch>), à la section Relations économiques internationales. Les données sont intégrées dans des tableaux paramétrables. Elles sont actuellement disponibles pour les années 1998 à 2015. Après une interruption d'une année, la présente édition du rapport sur les investissements directs comprend de nouveau des données opérationnelles sur les sociétés mères résidentes ainsi que sur le nombre d'entreprises dont le capital est majoritairement détenu par des investisseurs directs non résidents. Les deux tableaux correspondants sont également publiés, pour la première fois, sur le portail de données. Celui-ci comprend aussi, sous Commentaires – Relations économiques internationales, des éléments sur les méthodes utilisées.

La publication du présent rapport donne lieu, comme chaque année, à la révision des chiffres de l'année précédente (2014) ainsi que de séries plus anciennes (2011-2013). Ces révisions sont nécessaires du fait que certaines informations sur des événements ou des structures de groupes relatives aux entreprises interrogées ne sont connues qu'après le bouclage de l'édition de l'année précédente. Les révisions pour l'année 2014 ont surtout concerné les stocks d'investissements directs, et particulièrement les *sociétés financières et holdings* (résidentes et non résidentes) ainsi que les groupes de branches *Autres industries et construction* (entreprises non résidentes) et *Commerce* (entreprises résidentes).

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Durant l'exercice sous revue, les entreprises résidentes ont investi 100 milliards de francs dans des participations détenues à l'étranger. L'année précédente, elles avaient rapatrié 1 milliard de francs. Les investissements directs suisses à l'étranger sont ainsi sensiblement supérieurs à la moyenne des dix dernières années.

Tous les types de capitaux ont affiché une progression des investissements directs, la hausse la plus notable concernant les capitaux de participation. Les entreprises résidentes ont investi sous cette forme 55 milliards de francs dans des filiales non résidentes, alors qu'elles avaient retiré 35 milliards de cette position l'année précédente. Les bénéfices réinvestis se sont établis à 34 milliards de francs (+3 milliards), et les crédits accordés à des entreprises liées non résidentes ont atteint 12 milliards de francs (+8 milliards).

Le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* a contribué de manière déterminante aux investissements directs. Il a investi sensiblement plus à l'étranger que l'année précédente (54 milliards de francs contre 3 milliards), principalement en raison de restructurations au sein de groupes. Les *sociétés financières et holdings* en mains étrangères, notamment, ont renforcé leurs activités mondiales contrôlées depuis la Suisse. Elles ont investi quelque 12 milliards de francs dans des entités à vocation spéciale (EVS), c'est-à-dire des sociétés qui, par définition, ont peu d'activités opérationnelles¹.

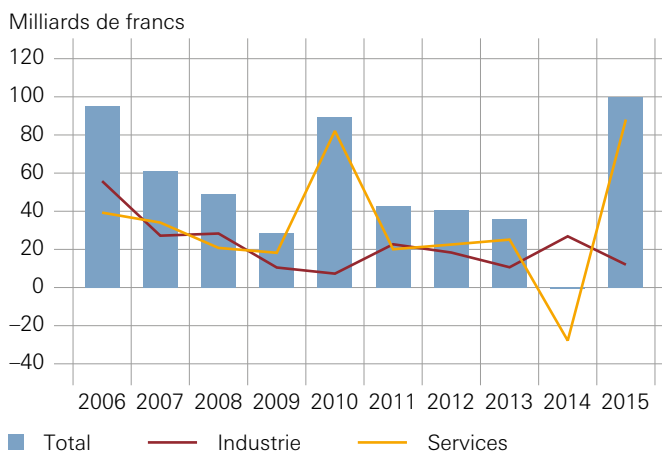
Les entreprises du secteur des services (hors *Sociétés financières et holdings*) ont investi 35 milliards de francs à l'étranger, alors qu'elles avaient rapatrié 31 milliards de leurs participations à l'étranger durant l'exercice précédent. Cette évolution tient principalement au groupe de branches *Commerce*: après des désinvestissements de 25 milliards de francs en 2014, il a investi 27 milliards à l'étranger en 2015, essentiellement sous la forme de crédits à des filiales non résidentes. Les investissements des assurances sont restés stables d'une année à l'autre (7 milliards de francs), tandis que le groupe de branches *Transports et communications* a exporté 3 milliards de francs (2014: désinvestissements de 1 milliard). Dans le secteur des services, seules les banques ont rapatrié 2 milliards de francs (à comparer à un désinvestissement de 7 milliards durant l'exercice précédent).

¹ Pour la définition des EVS dans la statistique des investissements directs, voir data.snb.ch, Commentaires – Relations économiques internationales/ Investissements directs selon le principe directionnel, et plus précisément la section Principes de la répartition par branches.

Graphique 1

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Flux d'investissements directs



Source: BNS.

Contrairement au secteur des services, l'industrie a moins investi à l'étranger en 2015 qu'en 2014: 12 milliards de francs contre 27 milliards. Ce recul a été particulièrement marqué dans le groupe de branches *Chimie et plastique*, dont les investissements et les désinvestissements se sont largement compensés, alors que les investissements s'inscrivaient à 16 milliards de francs l'année précédente. Les investissements directs ont également fléchi dans les groupes de branches *Électronique, énergie, optique et horlogerie* ainsi que *Métallurgie et machines*. Ces deux groupes avaient investi 9 milliards de francs à l'étranger en 2014, mais en ont désinvesti 1 milliard pendant l'exercice sous revue. À l'inverse, le groupe de branches *Autres industries et construction* a investi sensiblement plus à l'étranger que l'année précédente (13 milliards en 2015 contre 5 milliards en 2014), principalement en raison d'acquisitions.

La plupart des investissements directs suisses ont été effectués en Europe (77 milliards de francs, soit 77%). Comme en 2014, ils ont bénéficié principalement aux pays de l'UE qui hébergent de nombreux holdings: Irlande (41 milliards de francs), Pays-Bas (15 milliards) et Luxembourg (8 milliards). Par ailleurs, des investissements ont été réalisés en France (22 milliards de francs), en Belgique (3 milliards) et en Allemagne (2 milliards). Hors d'Europe, l'Asie a été la première destination des investissements directs suisses (13 milliards de francs, dont 6 milliards pour les Emirats arabes unis, 3 milliards pour la Chine et Hong Kong et 2 milliards pour l'Indonésie). Les entreprises résidentes ont également investi en Australie (9 milliards de francs), en Amérique du Nord (6 milliards) et en Afrique (3 milliards). En revanche, elles ont rapatrié des capitaux depuis le Royaume-Uni (11 milliards de francs) et les centres financiers offshore européens (4 milliards), ainsi que l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud (7 milliards de francs), en particulier les centres offshore (4 milliards) et le Chili (3 milliards).

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger ont progressé de 47 milliards pour atteindre 1 121 milliards de francs (+4%), principalement en raison de flux d'investissements directs. Les pertes de change consécutives à la suppression du cours plancher se sont répercutées sur les stocks d'investissements directs exprimés en francs, en particulier sur les capitaux de participation. Par contre, elles n'ont joué aucun rôle important au niveau des crédits, qui sont libellés essentiellement en dollars des Etats-Unis.

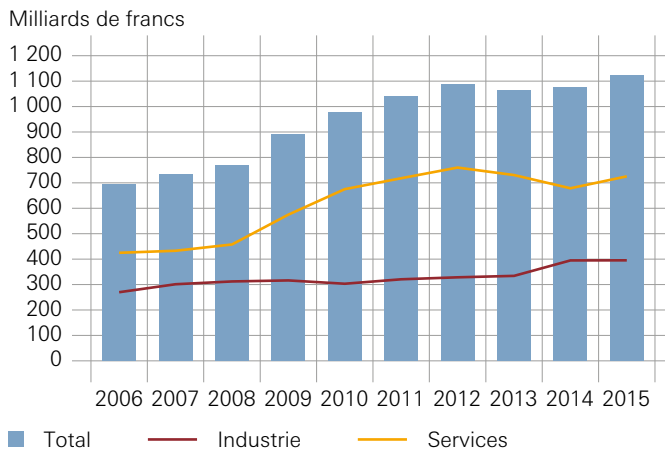
Par rapport à d'autres pays, la Suisse détient un volume élevé d'investissements directs à l'étranger. En termes de stocks détenus, elle compte parmi les dix principaux investisseurs directs mondiaux (source: FMI, <http://cds.imf.org>). Cela tient notamment aux nombreux sièges de grands groupes internationaux qui sont implantés sur son territoire et à l'attrait qu'exerce la place économique suisse pour les holdings en mains étrangères.

Les stocks d'investissements directs détenus par les *sociétés financières et holdings* dans leurs filiales non résidentes ont progressé de 27 milliards en un an, pour s'inscrire à 393 milliards de francs, soit 35% de l'ensemble des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger. Cela dit, l'évolution est très contrastée: les stocks d'investissements directs des *sociétés financières et holdings* en mains étrangères se sont accrus de 47 milliards, à 326 milliards de francs, alors que ceux des *sociétés financières et holdings* en mains suisses ont reculé de 19 milliards en dépit des investissements, pour s'établir à 68 milliards de francs. La baisse des stocks d'investissements directs à l'étranger des *sociétés financières et holdings* en mains suisses découle du fait que certains groupes internationaux ont transféré leur siège à l'étranger et que leurs données ne sont dès lors plus comptabilisées dans les investissements directs suisses à l'étranger. Il s'agissait d'entreprises qui avaient uniquement leur siège en Suisse, mais n'y exerçaient aucune activité opérationnelle significative.

Graphique 2

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks d'investissements directs



Source: BNS.

En revanche, la hausse enregistrée au niveau des *sociétés financières et holdings* en mains étrangères découle de restructurations au sein de groupes qui ont conduit à une augmentation du nombre de participations à l'étranger contrôlées depuis la Suisse. Environ un quart de ces *sociétés financières et holdings* en mains étrangères sont des EVS, dont les stocks d'investissements directs ont progressé de 15 milliards pour s'établir à 104 milliards de francs. Il faut préciser ici que la statistique suisse des investissements directs tend à sous-estimer la part des EVS: en effet, du fait qu'elle recense les investissements directs au niveau du groupe, elle ne peut traiter séparément les EVS qui font partie de groupes dont les autres entreprises ont des effectifs importants en Suisse. Les investissements directs des EVS qui sont dans ce cas sont comptabilisés sous la branche du groupe d'entreprises qui les contrôle.

Les stocks d'investissements directs à l'étranger du secteur de l'industrie s'élevaient à 395 milliards de francs, comme en 2014. Ils restent dominés par ceux du groupe de branches *Chimie et plastique*, demeurés inchangés à 169 milliards de francs. En revanche, les stocks d'investissements directs du secteur des services (hors *Sociétés financières et holdings*) se sont accrus de 19 milliards, s'inscrivant à 332 milliards de francs. Cette hausse a été portée par le groupe de branches *Commerce*, qui a une fois de plus enregistré la croissance la plus forte (+19 milliards; total: 130 milliards de francs) au sein de ce secteur. Au cours des dix dernières années, la part de ce groupe de branches dans les stocks d'investissements directs à l'étranger du secteur des services est passée de 10% à près de 40%. La part des banques et des assurances a diminué en conséquence sur la même période, passant de 80% à moins de 50%. Cette évolution s'est poursuivie pendant l'exercice sous revue: les stocks d'investissements directs des assurances ont certes progressé de 3 milliards pour atteindre 75 milliards de francs, mais ceux des banques ont fléchi de 4 milliards, à 81 milliards de francs.

Sur le plan géographique, les filiales domiciliées en Europe ont affiché une augmentation de 63 milliards pour s'établir à 579 milliards de francs, ce qui constitue de loin la croissance la plus forte des stocks d'investissements directs. Parallèlement, la part de l'Europe dans ces stocks est passée de 48% à 52%, principalement du fait des pays hébergeant de nombreux holdings: ainsi, les stocks d'investissements directs au Luxembourg et aux Pays-Bas se sont accrus de 11 milliards chacun, s'inscrivant respectivement à 138 et 122 milliards de francs. L'accroissement des stocks d'investissements a été encore plus fort en Irlande (+42 milliards; total: 71 milliards de francs), ceux-ci dépassant pour la première fois les stocks d'investissements directs au Royaume-Uni, qui ont reculé de 10 milliards pour s'établir à 51 milliards de francs. De plus, les stocks d'investissements ont sensiblement progressé en France (+13 milliards; total: 47 milliards de francs), et une hausse de 2 milliards a été enregistrée tant en Allemagne qu'en Belgique (total respectivement de 38 milliards et de 15 milliards de francs). En revanche, les stocks d'investissements directs des filiales non résidentes ont stagné, voire légèrement régressé dans la plupart des autres pays d'Europe.

Hors d'Europe, les stocks d'investissements directs ont augmenté le plus fortement en Amérique du Nord (+18 milliards; total: 247 milliards de francs). En Asie, ils se sont accrus de 7 milliards pour atteindre 114 milliards de francs, la majeure partie de cette croissance concernant des filiales domiciliées aux Emirats arabes unis, où les stocks d'investissements directs ont progressé de 6 milliards, à 26 milliards de francs, dépassant même ceux détenus en Chine. Enfin, ils ont crû de 3 milliards en Afrique (14 milliards de francs) et de 2 milliards en Océanie (18 milliards de francs). L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud constitue ainsi le seul ensemble géographique à avoir enregistré un recul des stocks d'investissements directs. La baisse relativement forte de 44 milliards (total: 150 milliards de francs) est due aux groupes internationaux qui ont transféré leur domicile de la Suisse vers l'étranger, et dont les participations ne sont donc plus comptabilisées dans les investissements directs suisses à l'étranger.

REVENUS DE CAPITAUX

Les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger ont augmenté de 9 milliards pour atteindre 92 milliards de francs. Cette hausse concerne principalement les filiales des *sociétés financières et holdings*, dont les revenus de capitaux se sont élevés à 30 milliards de francs (+14 milliards). Elle tient surtout au fait que les filiales non résidentes des *sociétés financières et holdings* en mains suisses ont de nouveau réalisé des bénéfices après avoir affiché des pertes élevées l'année précédente. Dans le même temps, les revenus de capitaux des filiales du groupe de branches *Transports et communication* sont eux aussi redevenus positifs (+2 milliards; total: 2 milliards de francs). Ils ont en revanche fléchi dans les groupes de branches *Banques* (-4 milliards; total: 2 milliards de francs) et *Commerce* (-3 milliards; total: 4 milliards de francs). Comme en 2014, les revenus de capitaux des filiales non résidentes des assurances se sont élevés à 7 milliards de francs.

Les revenus de capitaux de l'industrie ont atteint leur niveau de l'année précédente, soit 45 milliards de francs. Ils se sont légèrement accrus dans les groupes de branches *Chimie et plastique* (+1 milliard; total: 21 milliards de francs) et *Textile et habillement* (+2 milliards; total: 2 milliards de francs), mais ont diminué dans les groupes *Autres industries et construction* (-3 milliards; total: 11 milliards de francs) et *Métallurgie et machines* (-1 milliard; total: 3 milliards de francs). Les revenus de capitaux du groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* sont demeurés inchangés à 8 milliards de francs.

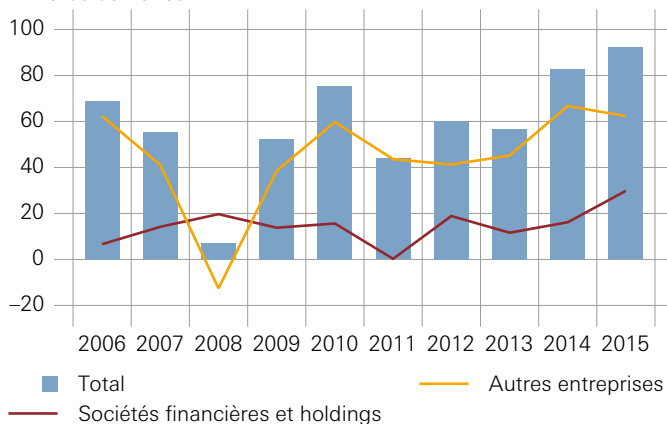
L'ensemble des revenus de capitaux des investisseurs directs résidents se répartit en dividendes (54 milliards de francs), produit net des intérêts (5 milliards) et bénéfices réinvestis dans les filiales non résidentes (34 milliards). La part des revenus transférés par les filiales non résidentes à leur maison mère résidente (dividendes et produit net des intérêts) demeure ainsi presque inchangée, s'inscrivant à 64%.

Graphique 3

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus de capitaux

Milliards de francs



Source: BNS.

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les entreprises domiciliées à l'étranger (entreprises non résidentes) ont investi 68 milliards de francs dans des entreprises résidentes, soit sensiblement plus que l'année précédente (7 milliards de francs). Ces investissements directs étaient constitués principalement de capitaux de participation (62 milliards de francs investis dans des entreprises résidentes, contre 6 milliards en 2014) et de bénéfices réinvestis (20 milliards de francs; total 2014: 10 milliards). En revanche, les investisseurs non résidents ont continué de réduire les crédits accordés à leurs filiales résidentes et ont rapatrié 15 milliards de francs (2014: -8 milliards).

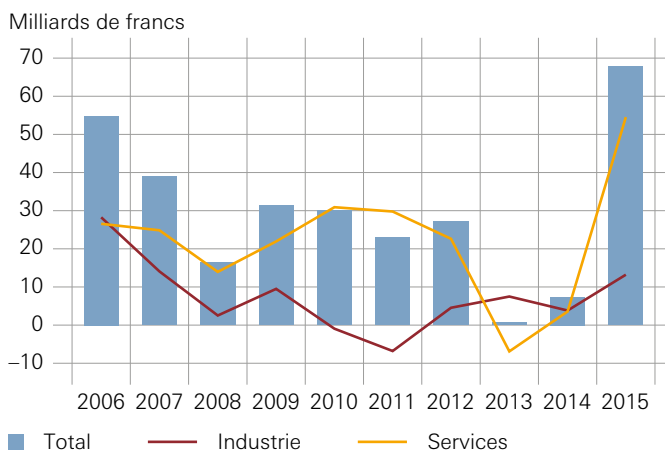
Environ 80% des investissements directs étrangers ont été réalisés dans les entreprises du secteur des services, soit 55 milliards de francs. Sur ce montant, 44 milliards ont porté sur les *sociétés financières et holdings*, dont près d'un tiers (14 milliards) concernait des EVS et 13 milliards, le groupe de branches *Commerce*. Ces opérations ont découlé essentiellement de restructurations au sein de groupes, tant pour les *sociétés financières et holdings* que dans le *commerce*. Des capitaux ont été retirés de Suisse dans deux branches du secteur des services: les banques (-3 milliards de francs) et les entreprises du groupe de branches *Transports et communication* (-1 milliard).

Les entreprises non résidentes ont investi 13 milliards de francs dans l'industrie, dont 7 milliards dans le groupe de branches *Chimie et plastique* principalement dans le cadre d'acquisitions. En revanche, le flux de 6 milliards de francs dont a bénéficié le groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* était surtout constitué de bénéfices réinvestis. Les autres groupes de branches de l'industrie ont enregistré des investissements faibles.

Graphique 4

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Flux d'investissements directs

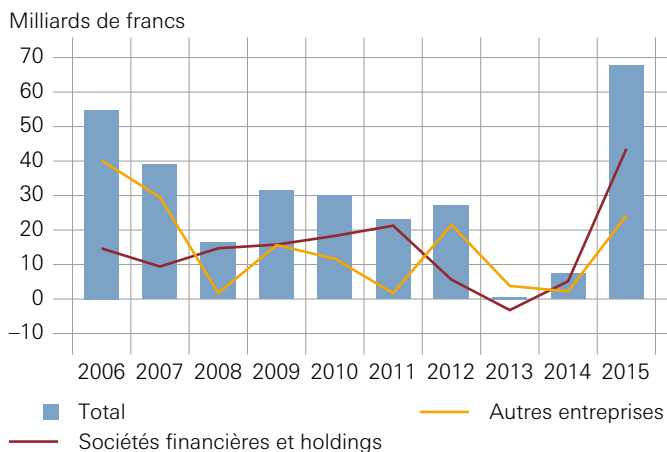


Source: BNS.

Graphique 5

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Flux d'investissements directs



Source: BNS.

La plupart des investissements (51 milliards de francs) ont été réalisés par des entreprises domiciliées en Europe, dont plus de la moitié sont situées dans un pays hébergeant de nombreux holdings (Luxembourg, 14 milliards; Pays-Bas, 9 milliards; Autriche, 4 milliards). En dehors de ces pays, le Royaume-Uni a été le plus grand investisseur européen en Suisse (14 milliards de francs). Parmi les autres pays d'origine, la Suède et la Belgique ont contribué à hauteur de 2 milliards de francs chacune, et l'Allemagne et la France pour 1 milliard chacune. En revanche, les investisseurs du Danemark et, pour la quatrième année consécutive, des pays européens non membres de l'UE ont rapatrié des capitaux, à hauteur respectivement de 3 milliards et de 4 milliards de francs.

Parmi les investissements non européens, ceux réalisés par les entreprises d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud ont été particulièrement notables (20 milliards de francs). Ils sont toutefois venus presque exclusivement de centres financiers offshore et découlaient pour l'essentiel de restructurations au sein de groupes. Les investisseurs d'Amérique du Nord ont certes réalisé de nombreux flux d'investissements directs avec leurs filiales domiciliées en Suisse, mais les entrées et les sorties de capitaux se sont largement compensées. Les investisseurs d'Asie, d'Afrique et d'Océanie ont quant à eux désinvesti, rapatriant 5 milliards de francs de leurs entreprises résidentes.

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2015, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 62 milliards de francs (+8%) par rapport à l'année précédente pour s'inscrire à 833 milliards de francs. Les stocks de capitaux de participation ont progressé de 80 milliards, totalisant 820 milliards de francs, tandis que ceux des crédits au sein de groupes ont poursuivi leur baisse, passant de 31 à 13 milliards de francs, soit une diminution de plus de 50%. Dans les deux cas, la modification des stocks d'investissements directs a découlé principalement de flux d'investissements directs.

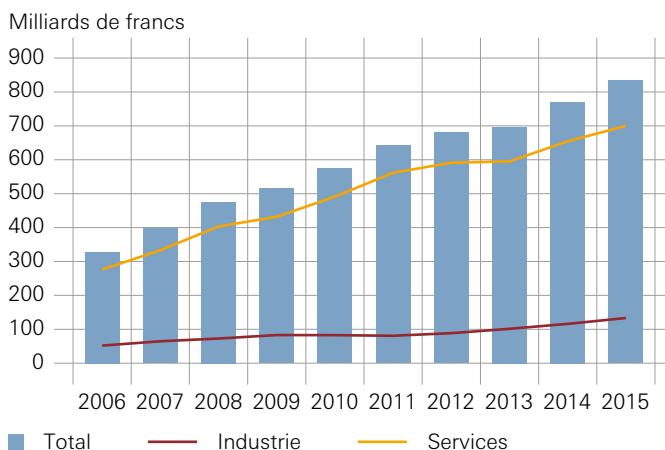
Les stocks d'investissements directs étrangers dans le secteur des services se sont accrus de 45 milliards pour atteindre 700 milliards de francs, les *sociétés financières et holdings* enregistrant la plus forte croissance (+31 milliards; total: 447 milliards de francs). Ce groupe de branches a ainsi maintenu sa part de 54% du total des stocks d'investissements directs étrangers. Un peu plus du quart de ses stocks d'investissements directs (122 milliards de francs) concernait des EVS. Celles-ci ont d'ailleurs affiché une progression particulièrement forte (+17 milliards). Le groupe de branches *Commerce* a enregistré un accroissement plus faible (7 milliards; total: 158 milliards de francs), mais il continue d'occuper le deuxième rang parmi les stocks d'investissements directs contrôlés par des entreprises non résidentes. Dans l'industrie, les stocks d'investissements directs se sont établis à 133 milliards de francs (+17 milliards). C'est le groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* qui a présenté la croissance la plus élevée (+9 milliards; total: 39 milliards de francs). En revanche, les stocks d'investissements directs du groupe de branches *Chimie et plastique* ont continué de représenter plus de la moitié des capitaux investis dans l'industrie, s'inscrivant à 71 milliards de francs (+7 milliards).

La Banque nationale suisse publie les stocks d'investissements directs en Suisse selon le pays de l'investisseur immédiat et selon le pays de l'investisseur ultime. Ventilés selon le pays de l'investisseur immédiat, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse étaient majoritairement détenus par des investisseurs domiciliés dans l'UE. Fin 2015, ceux-ci étaient à l'origine de 78% du total, soit 650 milliards de francs, dont 462 milliards provenant des Pays-Bas, du Luxembourg et d'Autriche, pays hébergeant de nombreux holdings. Les investissements provenant de ce type de pays sont majoritairement effectués par des sociétés intermédiaires, elles-mêmes contrôlées par des groupes établis dans des pays tiers. Fin 2015, 62% du capital de participation investi dans des filiales sises en Suisse étaient détenus par des sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers (voir graphique 7). Fin 2006, cette part était de 38% seulement.

Graphique 6

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs

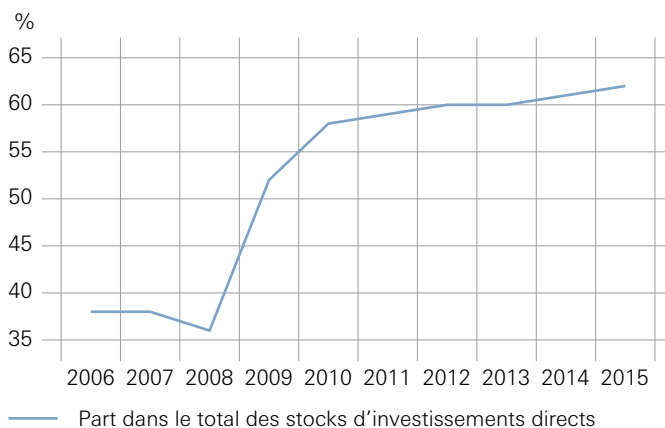


Source: BNS.

Graphique 7

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs détenus par des sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers

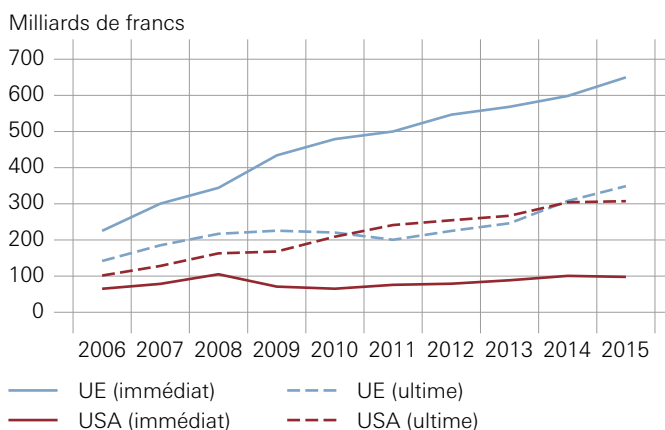


Source: BNS.

Graphique 8

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat ou ultime



Source: BNS.

C'est la raison pour laquelle la Banque nationale dresse également une ventilation de ces stocks selon le pays de l'investisseur ultime. Dans le cas des Etats-Unis en particulier, les stocks d'investissements directs sont nettement plus élevés selon le critère de l'investisseur ultime (307 milliards de francs) que selon le critère de l'investisseur immédiat (98 milliards). Cela signifie que les entreprises domiciliées aux Etats-Unis passent généralement par des pays tiers pour investir en Suisse. Il en va de même pour les investisseurs du reste de l'Europe ainsi que pour ceux des pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud domiciliés hors des centres offshore. Les principaux pays tiers concernés sont le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Autriche, pays européens hébergeant de nombreux holdings. Ainsi, les stocks d'investissements directs détenus par des investisseurs domiciliés au Luxembourg atteignaient 202 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat, mais seulement 26 milliards selon le critère de l'investisseur ultime. Pour les Pays-Bas, les valeurs correspondantes étaient 197 milliards de francs et 65 milliards, et pour l'Autriche, 63 milliards et 7 milliards.

La Suisse peut être elle aussi le pays d'origine de l'investisseur ultime. Cela signifie que des investisseurs directs établis en Suisse passent par des sociétés intermédiaires sises dans des pays tiers pour détenir des participations dans des entreprises résidentes. L'expression *round tripping* est couramment utilisée en anglais pour désigner ce type d'opérations, à l'issue desquelles les fonds investis retournent à leur point de départ. Les stocks d'investissements directs concernés par ces opérations s'élevaient à 31 milliards de francs fin 2015, contre 24 milliards un an auparavant.

Tableau 2

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE EN 2015, RÉPARTIS SELON LE PAYS D'ORIGINE DE L'INVESTISSEUR IMMÉDIAT ET DE L'INVESTISSEUR ULTIME

	Répartition selon l'investisseur immédiat		Répartition selon l'investisseur ultime		Ecart en milliards de francs
	en milliards de francs	Part en %	en milliards de francs	Part en %	
Europe	660,5	79%	397,6	48%	-262,9
UE	649,8	78%	348,9	42%	-300,9
Reste de l'Europe	10,7	1%	48,7	6%	37,9
Pays sélectionnés					
Allemagne	25,0	3%	32,9	4%	7,8
France	40,3	5%	43,6	5%	3,3
Luxembourg	202,1	24%	25,9	3%	-176,2
Pays-Bas	197,0	24%	65,2	8%	-131,8
Autriche	62,6	8%	6,8	1%	-55,8
Suisse	.	.	30,8	4%	30,8
Royaume-Uni	38,1	5%	31,3	4%	-6,9
Amérique du Nord	97,5	12%	344,9	41%	247,4
dont Etats-Unis	97,8	12%	307,3	37%	209,5
Amérique centrale et Amérique du Sud	65,5	8%	68,1	8%	2,6
Asie, Afrique, Océanie	9,7	1%	22,6	3%	12,8
Ensemble des pays	833,2	100%	833,2	100%	0,0

· Pas de données possibles.

Source: BNS.

REVENUS DE CAPITAUX

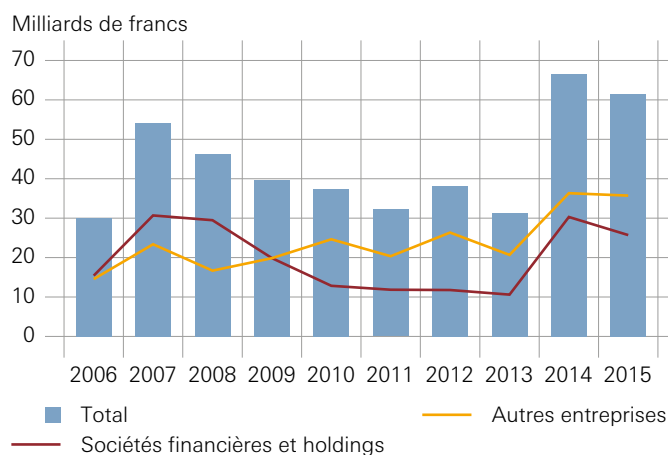
Les revenus de capitaux découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont baissé de 6 milliards, passant à 61 milliards de francs. Les entreprises du secteur des services principalement ont affiché des revenus de capitaux plus faibles (–6 milliards; total: 47 milliards de francs). Cela concerne en premier lieu les *sociétés financières et holdings* (–4 milliards; total: 26 milliards de francs), mais les *banques* (–2 milliards; total: 1 milliard de francs) et les entreprises du groupe de branches *Commerce* (–1 milliard; total: 14 milliards de francs) ont également enregistré un recul de leurs revenus de capitaux. Contrairement au secteur des services, les revenus de capitaux enregistrés dans l'industrie (15 milliards de francs) ont dépassé ceux de l'année précédente de 1 milliard. Cette croissance tient essentiellement aux entreprises du groupe de branches *Chimie et plastique* (+1 milliard; total: 8 milliards de francs).

La ventilation des revenus de capitaux selon leurs composantes montre que les revenus (dividendes et produit net des intérêts) transférés par les filiales résidentes à leur maison mère non résidente ont fléchi de 16 milliards pour s'établir à 41 milliards de francs. En revanche, les revenus réinvestis ont progressé de 10 milliards et atteint 20 milliards de francs. La part des revenus transférés à l'étranger en un an a donc diminué, passant de 86% à 67%.

Graphique 9

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus de capitaux



Source: BNS.

Données opérationnelles sur les filiales non résidentes d'entreprises résidentes

Fin 2015, les filiales non résidentes d'entreprises en mains suisses comptaient 2 015 000 salariés, soit 51 000 personnes (3%) de plus qu'un an auparavant. Le secteur de l'industrie employait 1 352 000 personnes (+37 000 personnes en un an). A l'intérieur de ce secteur, le groupe de branches *Autres industries et construction* a enregistré la progression la plus forte (+42 000 personnes, ou +9%), imputable à des acquisitions. Le nombre de salariés a par contre reculé dans les groupes de branches *Chimie et plastique* (-8 000) et *Electronique, énergie, optique et horlogerie* (-6 000). Le secteur des services a connu une expansion de son personnel (+16 000) et comptait 664 000 employés, soit environ un tiers de l'ensemble des effectifs à l'étranger. Le groupe de branches *Commerce* a marqué, notamment à la suite d'acquisitions, la hausse la plus importante du secteur, avec 16 000 personnes (+15%), et comprenait 127 000 salariés au total. Quant au groupe de branches *Sociétés financières et holdings*, il est le seul à avoir enregistré une baisse des effectifs dans ses filiales non résidentes (-14 000, ou -11%).

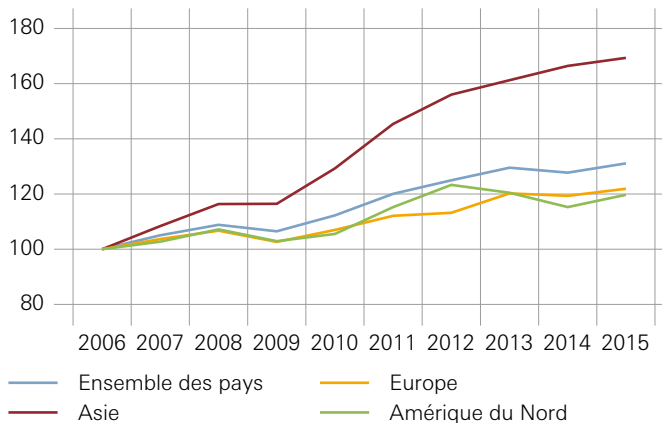
Les entreprises résidentes employaient 853 000 personnes dans leurs filiales en Europe, ce qui représente 42% du total des effectifs à l'étranger. Les filiales établies en Allemagne d'entreprises résidentes occupaient 235 000 personnes (+2%), soit les effectifs les plus élevés en Europe. Les Etats-Unis constituaient un autre pays important au niveau des activités opérationnelles puisque les filiales d'entreprises domiciliées en Suisse y employaient 310 000 personnes (+4%). L'expansion des effectifs est due en grande partie à des acquisitions. En Asie, 538 000 personnes (+2%) étaient occupées dans des filiales d'entreprises domiciliées en Suisse. L'Afrique a, elle, enregistré le taux de croissance le plus fort, à savoir 19%; les effectifs employés par des entreprises domiciliées en Suisse s'y sont inscrits à 71 000 personnes.

Graphique 10

EFFECTIFS À L'ÉTRANGER

Indexés

2006=100

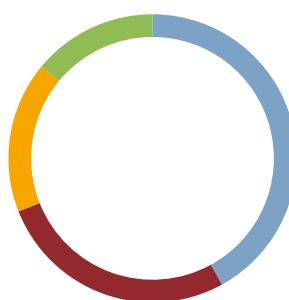


Source: BNS.

Graphique 11

EFFECTIFS À L'ÉTRANGER EN 2015

Répartition géographique en %



Europe **42**
 Asie **27**
 Amérique du Nord **17**
 Autres continents **14**

Total: 2.0 millions de personnes

Source: BNS.

Tableau 3

EFFECTIFS À L'ÉTRANGER^{1,2}

En milliers de personnes

	2011	2012	2013	2014	2015	Part en %
Total	1845,6	1921,0	1991,3	1963,6	2015,2	100,0
dont industrie	1258,4	1302,3	1320,7	1315,1	1351,7	67,1
dont services	587,3	618,7	670,6	648,4	663,5	32,9

1 Jusqu'en 2013, à partir de 10% des fonds propres avec droit de vote; depuis 2014, à partir de 50% des fonds propres avec droit de vote.

2 Jusqu'en 2013, part correspondant aux effectifs pondérés en fonction de la participation; depuis 2014, totalité des effectifs.

Source: BNS.

Données opérationnelles sur les filiales résidentes d'entreprises non résidentes¹

EFFECTIFS

En 2015, les entreprises comptant des investisseurs majoritaires non résidents employaient 457 000 personnes (-1 000), soit 9% de l'ensemble des salariés travaillant dans l'industrie et les services en Suisse². Sur ces 457 000 personnes, 235 000 travaillaient dans des entreprises entrant dans les statistiques de la Banque nationale.

Deux tiers des collaborateurs des entreprises comptant des investisseurs majoritaires non résidents étaient actifs dans le secteur des services (307 000), notamment dans des sociétés appartenant aux groupes de branches *Commerce* (116 000) et *Autres services* (108 000). Par rapport à l'année précédente, les groupes de branches *Banques, Sociétés financières et holdings* et *Commerce* ont enregistré une diminution des effectifs employés en

Suisse. Cette baisse résulte notamment de la vente de filiales à des sociétés résidentes, de sorte que les collaborateurs de ces filiales n'apparaissent plus dans la présente statistique. Le nombre de salariés a par contre augmenté dans les sociétés des groupes de branches *Transports et communications* (+1 000) et *Autres services* (+1 000). Dans le secteur industriel, les effectifs s'établissaient à 150 000 personnes après avoir marqué un léger recul (-1 000) imputable essentiellement au groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie*.

Parmi les personnes travaillant dans des filiales d'entreprises non résidentes, deux tiers, soit 300 000 personnes, dépendaient en définitive d'investisseurs domiciliés dans l'UE. Le nombre de ces employés a reculé de 17 000 personnes en un an. En 2015 également, les investisseurs étaient en majorité domiciliés en Allemagne (121 000 personnes occupées), mais aussi aux Etats-Unis (91 000) et en France (56 000). Pour ce qui est des filiales contrôlées par des investisseurs domiciliés en Asie, en Afrique ou en Océanie, elles ont enregistré une augmentation de leurs effectifs de 5 000 personnes et comprenaient au total 43 000 employés. Celles en mains d'investisseurs domiciliés en Amérique centrale ou en Amérique du Sud employaient 13 000 collaborateurs (+6 000).

1 Les données sont déterminées par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique. Sont également compris dans ces données les chiffres des entreprises qui enregistrent des stocks d'investissements directs inférieurs à 10 millions de francs et qui n'entrent donc pas dans la statistique de la Banque nationale.

2 Sources: Statistique de l'emploi (STATEM) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz.

Tableau 4

EFFECTIFS EN SUISSE

En milliers de personnes

	2014	2015	Part en %
Effectifs en Suisse¹	4 887,3	4 933,3	100,0
dont dans des entreprises comptant des investisseurs directs étrangers	458,1	456,6	9,3
dont dans des entreprises entrant dans la statistique de la BNS ²	243,6	235,3	4,8
dont dans des entreprises n'entrant pas dans la statistique de la BNS ¹	214,6	221,4	4,5

1 Sources: Registre des entreprises et des établissements REE (Statistique structurelle des entreprises STATENT, Profiling, Profiling Light, Enquête de mise à jour du Registre des entreprises et des établissements ERST) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz.

2 Source: BNS.

NOMBRE D'ENTREPRISES

Fin 2015, la Suisse recensait quelque 11 600 entreprises comptant des investisseurs majoritaires non résidents, soit un peu plus de 2% de l'ensemble des firmes de l'industrie et des services en Suisse³. De ces 11 600 entreprises, 1 800 ont participé à l'enquête de la Banque nationale sur les investissements directs. Les données concernant les 9 800 sociétés qui ne remplissaient pas les critères de participation à l'enquête ont été établies en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

³ Sources: Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz. (Etat 2014; total 527 000 entreprises).

La plupart des entreprises à participation majoritaire étrangère opéraient dans le secteur des services, en particulier dans les groupes de branches *Commerce* (31%), *Autres services* (28%) et *Sociétés financières et holdings* (19%).

Ces entreprises étaient pour une grande part (73%) en mains d'investisseurs domiciliés dans l'UE, notamment en Allemagne (22%), mais aussi en France (12%) et au Royaume-Uni (11%). Quant aux investisseurs non européens, ils étaient essentiellement établis aux Etats-Unis et contrôlaient 15% des filiales résidentes de sociétés non résidentes.

Les entreprises à participation majoritaire étrangère occupaient en moyenne 39 personnes, contre 9 seulement pour les entreprises en mains suisses (état en 2014). L'écart était particulièrement marqué dans l'industrie; il était plus faible dans les services.

Tableau 5

NOMBRE D'ENTREPRISES EN SUISSE À PARTICIPATION ÉTRANGÈRE MAJORITAIRE

	2014	2015	Part en %
Nombre d'entreprises comptant des investisseurs directs étrangers	11 576	11 632	100,0
dont entreprises entrant dans la statistique de la BNS ²	1 937	1 827	15,7
dont entreprises n'entrant pas dans la statistique de la BNS ¹	9 639	9 805	84,3

¹ Sources: Registre des entreprises et des établissements REE (Statistique structurelle des entreprises STATENT, Profiling, Profiling Light, Enquête de mise à jour du Registre des entreprises et des établissements ERST) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz.

² Source: BNS.

Les entreprises résidentes qui investissent à l'étranger sont des employeurs importants également en Suisse. Fin 2015, elles comptaient 852 000 salariés, soit 17% de l'ensemble des collaborateurs des secteurs de l'industrie et des services¹. Près des deux tiers de ces employés figuraient dans la statistique de la Banque nationale. Pour les 325 000 personnes restantes, les chiffres ont été établis par la Banque nationale en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

Environ deux tiers des employés concernés (soit 530 000) travaillaient dans les services. En termes d'effectifs, le groupe de branches *Commerce* était le plus important, avec 192 000 personnes occupées, suivi du groupe de branches *Transports et communication*, qui comptait 132 000 employés. Par rapport à 2014, le nombre de

collaborateurs travaillant auprès de sociétés mères résidentes a marqué une légère hausse dans tous les groupes de branches du secteur des services, sauf dans le groupe de branches *Banques*. Fin 2015, l'industrie occupait 322 000 personnes, soit le même nombre qu'à la période correspondante de l'année précédente. Le groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* comprenait les effectifs les plus nombreux au sein de l'industrie, avec un total de 92 000 personnes.

Les implantations à l'étranger des sociétés mères résidentes participant à la statistique des investissements directs employaient 2 015 000 personnes (voir chapitre 4, page 18). Le nombre de personnes occupées à l'étranger dans des entreprises résidentes qui n'entrent pas dans cette statistique n'est pas connu. Ainsi, au moins 2 867 000 personnes travaillaient, en Suisse et à l'étranger, pour des investisseurs directs résidents. La part des effectifs employés à l'étranger pour le compte de sociétés mères résidentes s'élevait de ce fait au moins à 70%.

¹ Sources: Statistique de l'emploi (STATEM) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz.

Tableau 6

EFFECTIFS DES GROUPES RÉSIDENTS, VENTILATION PAR BRANCHES

En milliers de personnes

	2011	2012	2013	2014	2015	Part en %
Effectifs en Suisse¹	737,2	760,9	772,8	842,5	852,0	29,7
dont industrie	291,6	299,5	302,9	322,3	322,0	11,2
dont services	445,6	461,4	469,9	520,2	530,0	18,5
Effectifs à l'étranger	1 845,6	1 921,0	1 991,3	1 963,6	2 015,2	70,3
dont industrie	1 258,4	1 302,3	1 320,7	1 315,1	1 351,7	47,1
dont services	587,3	618,7	670,6	648,4	663,5	23,1
Total des effectifs	2 582,8	2 682,0	2 764,1	2 806,1	2 867,2	100,0
dont industrie	1 549,9	1 601,9	1 623,6	1 637,5	1 673,7	58,4
dont services	1 032,9	1 080,1	1 140,5	1 168,6	1 193,6	41,6

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

Source: BNS.

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 58 631 00 00

Renseignements

bop@snb.ch

Langues

Français, allemand, anglais

Conception

Interbrand AG, Zurich

Impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Date de publication

Décembre 2016

ISSN 1662-4319 (version imprimée)
ISSN 1661-156X (version électronique)

Accès aux publications

Les publications de la Banque nationale suisse peuvent être consultées sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, Publications.

Le calendrier des publications figure à l'adresse www.snb.ch, Médias/Calendrier.

Une grande partie des publications peuvent être obtenues sur papier, individuellement ou par abonnement, à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 58 631 11 50
Fax: +41 58 631 50 48
E-mail: library@snb.ch

**Droits d'auteur/copyright ©**

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

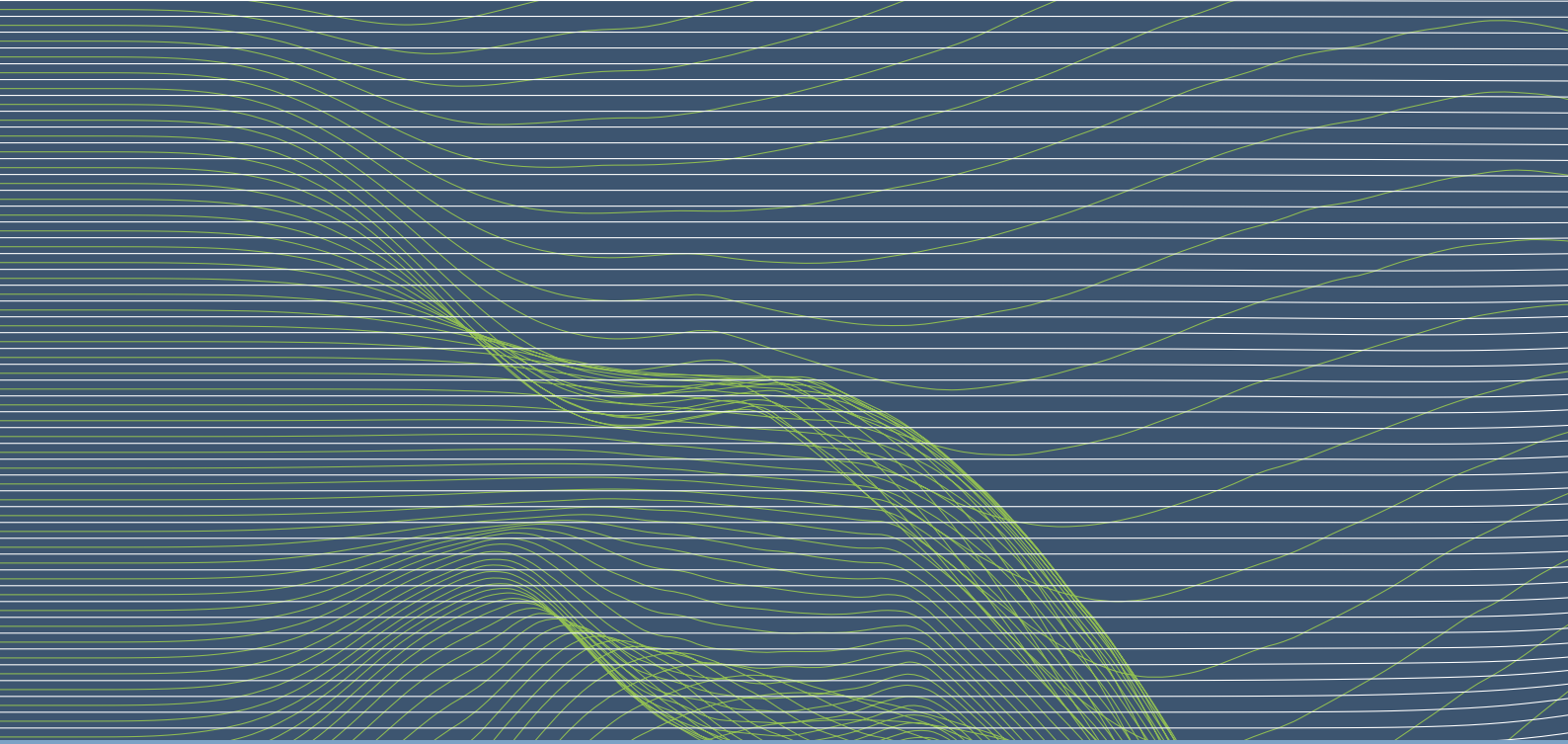
Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2016



SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK

